

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?898-le-pacifisme-vecteur-principal-de-collaboration>



Le pacifisme, vecteur principal de collaboration

- Documents par thèmes - Idéologies, mythes et fausses subversions - Le gauchisme radical-chic -



Date de mise en ligne : dimanche 5 novembre 2017

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Chapitre 9 du livre de Simon Epstein, « Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la résistance », Albin Michel, 2008, pp. 345-361.

Les thèses centrales du livre apparaissent suffisamment clairement dans l'extrait ci-dessous pour ne pas nécessiter de longs développements : pour l'auteur, historien reconnu de l'antisémitisme et de l'Occupation allemande, la présence de la gauche et de l'extrême-gauche dans les institutions de la Collaboration et, symétriquement, de la droite et de l'extrême-droite dans les rangs de la Résistance sont loin d'être anecdotiques. Ces « ralliements » et « conversions » innombrables exigeraient une relecture radicale du roman national forgé dès l'après-guerre qui a permis la domination idéologique de la gauche actuelle. On comprend que le livre, salué lors de sa parution, fut immédiatement oublié. Les raisons qui ont pu pousser tant de socialistes, de marxistes, d'internationalistes, de militants philo-sémites, d'antifascistes à collaborer avec le régime hitlérien restent obscures. Le chapitre reproduit ci-dessous est le seul où S. Epstein avance un semblant d'explication. Il y a certes l'opportunisme pur et simple et l'antisémitisme tapi derrière un anticapitalisme complotiste. Mais c'est ici le pacifisme des années 1920-1930, héritage omniprésent du carnage de la Première Guerre mondiale, qui est retenu. Ce serait au nom de la paix entre les peuples et de l'horreur de la guerre que l'entreprise nazie aurait été minimisée, admise, acceptée, accompagnée, alimentée, devancée (thèse également défendue par M. Ferro dans « Les tabous de l'Histoire », 2001, p.45).

Les lignes qui suivent résonnent étrangement avec l'actualité présente. C'est ce même discours de paix qui est entonné face à l'offensive mondiale que mène l'islam militant jusque dans nos quartiers, et il provient des mêmes bouches qu'à l'époque, toujours prêtes à sacrifier des minorités (juifs, jeunes femmes, homosexuels, dissidents,...) sur l'autel de leurs bonnes consciences.

Ce pacifisme-là est évidemment, qu'il le sache ou non, une soumission à la barbarie – « Eslam, teslem » disent les partisans de l'islam : soumets-toi tu auras la paix. C'est en ce sens qu'il ne nous paraît être que l'apparence que prend la fascination pour la force qui caractérise les totalitarismes et, au-delà, le signe de l'attrait des héritiers du totalitarisme soviétique pour le totalitarisme national-socialiste hier, musulman aujourd'hui [1].

Le poids dominant des anciens de la gauche et de l'extrême gauche dans le collaborationnisme parisien, le poids considérable de la gauche et du centre gauche à Vichy nous mènent à la question – essentielle – du vecteur principal de collaboration.

Un narratif classique attribue la collaboration à la droite et à l'extrême droite des années 1930 : à la grande bourgeoisie avide de revanche sur le Front populaire ; aux « 200 familles » anxieuses de retrouver leurs privi-lèges ; au patronat soucieux d'annuler les réformes sociales de juin 1936 ; aux maurrassiens qui, comme toujours, cherchent à abattre « la gueuse » [2] ; aux ligueurs, et notamment aux Croix-de-Feu, qui font peser une lourde menace sur la République et ses valeurs universelles ; aux cagouleurs, qui ne pensent (mais pourquoi ?) qu'à brader la France et les intérêts français ; à la « cinquième colonne » qui trame ses complots ; aux antisémites, qui guettent leur heure depuis l'affaire Dreyfus, et qui attendent, impatients, de pouvoir agir. Plusieurs variantes sont en compétition, mais toutes s'articulent autour du « Mieux vaut Hitler que le Front populaire » qui est censé avoir dicté le comportement de « toutes les droites » françaises à la fin des années 1930 et sous l'Occupation [3].

Ce narratif prête aux nationalistes français un comportement à proprement parler aberrant : ils n'auraient eu d'autres préoccupations, ces natio-nalistes, que de livrer la France, pieds et poings liés, à son ennemi héréditaire. Et ceci, nous explique-t-on d'un ton docte et péremptoire, dans le but ... de se venger des congés payés et des autres conquêtes sociales de 1936. N'auraient-ils pu, si telle était leur intention maléfique, recourir à des procédés moins

extrêmes, d'autant que Blum avait été renversé en 1937, et que des aménagements multiples, en 1938 notamment, avaient plus ou moins restauré la primauté patronale dans les rapports sociaux, d'autant aussi qu'il s'agit de gens qui, pendant des décennies, avaient prôné la défiance (avant 1914) et la sévérité (après 1918) à l'égard de l'Allemagne ? La disparité est vraiment trop flagrante, entre le but qu'ils sont censés avoir poursuivi (annuler les « 40 heures » pour éviter d'avoir à payer un surcroît d'heures supplémentaires) et les moyens qu'ils sont accusés d'avoir employés (trahir leur armée puis vendre leur pays à l'étranger).

Cette thèse, bien sûr, doit être retenue comme construction militante destinée à imputer les responsabilités de la défaite et de la collaboration à la droite d'avant 1940. Construction sommaire mais efficace, qui aura son heure de gloire et qui résistera au temps : elle remplira avec succès, dans l'après-guerre, sa fonction politique, et elle parviendra à se réinsérer, en mode plus doucereux, dans les livres qui se publieront sur Vichy dans les années 1990. Construction qui fut de mauvaise facture mais qui fut aussi de bonne guerre, faut-il ajouter, face à une droite qui accusera le Front populaire de tous les maux et, tout particulièrement, qui lui tiendra abusivement rigueur de l'impréparation militaire française et de l'effondrement de 40. Il y a au moins autant d'ineptie dans ce que la droite reprochera à Léon Blum et au Front populaire (avoir saboté la défense nationale) que dans ce que la gauche reprochera à la bourgeoisie française (avoir trahi le pays).

Toujours est-il que l'argumentaire « anti-droite » classique s'enrichira d'une extension « fasciste », laquelle fera l'objet de discussions et de développements multiples dans les années 1980. Le principe en est clair et connu. Divers hommes politiques, divers groupes militants, divers secteurs intellectuels se seraient sentis attirés, dans l'entre-deux-guerres, par un rejet simultané des matérialismes marxiste et bourgeois, par un refus de la démocratie parlementaire, par un souci de synthèse entre nationalisme et socialisme, et par la recherche de solutions nouvelles transcendant les clivages traditionnels opposant la droite et la gauche. Ils auraient en outre éprouvé une pulsion irrésistible et, faut-il croire, lourde de signification, pour le planisme (!). Ces aspirations dissidentes et non-conformistes se seraient assorties d'une sombre attirance pour les modèles totalitaires étrangers, l'italien, qui d'abord domine la scène, puis l'allemand, qui très vite le supplante. Ces aspirations et cette attirance expliqueraient les complaisances éprouvées à l'égard de l'expansionnisme nazi à la fin des années 1930. Elles expliqueraient, tout autant, la collaboration des années de guerre.

L'extension « fasciste » innove en intégrant le phénomène des dérives auxquelles la thèse « anti-droite » primaire, pour des raisons évidentes de cohérence interne, était plutôt réfractaire. Les glissements de la gauche vers le fascisme sont ici admis, ils font l'objet d'approfondissements détaillés, ils sont incorporés dans la démonstration, alors qu'ils étaient auparavant bannis de l'horizon et proscrits du récit. Elle innove aussi en liant la collaboration à des facteurs intellectuels et idéologiques, et non plus aux seuls intérêts économiques de la bourgeoisie et du patronat. Mais pour l'essentiel, quant au fond, l'extension « fasciste » s'harmonise avec la thèse « anti-droite » antérieure au point qu'elle la complète et la renforce bien plus qu'elle ne la dépasse ou la contredit. Elle montre comment les jeunes ennemis de la démocratie (les fascistes, nouvellement en lice) se sont adjoints aux vieux ennemis de la République (les maurrassiens, traditionnellement à l'affût) pour s'emparer du pouvoir à Vichy et tenir le haut du pavé à Paris. Elle authentifie en dernière analyse que la collaboration fut de droite, même si elle admet qu'une partie de cette droite n'était pas à droite en départ de course. Elle confirme que la collaboration aurait eu sa source, foncièrement, dans un rejet radical et violent du libéralisme, de la démocratie, du socialisme et du communisme. Elle insère la période 40-44 dans la bataille titane-galactique qui oppose, depuis deux siècles déjà, les Ténèbres réactionnaires aux Lumières progressistes.

Elle n'explique pas, toutefois, pourquoi tant de collaborateurs seront précisément d'origine libérale, démocrate, socialiste et communiste. Elle n'explique pas non plus pourquoi tant de résistants seront issus de la droite et de l'extrême droite d'avant 1939. Le « fascisme » qui se dessine dans cette deuxième approche est tout aussi atypique et bizarre que le « nationalisme » qui se profilait dans la première. Dire que la collaboration a sa source dans le fascisme des années 1930 revient à dire, en fait, que la France aurait secrété une sorte de « maso-fascisme », c'est-à-dire un fascisme d'auto-asservissement mettant un point d'honneur à se conformer, aveuglément, à toutes les stratégies de l'ennemi (avant 1940) puis à se plier, servilement, à toutes ses exigences (après 1940). Le fascisme français aurait été le seul fascisme de l'histoire à prôner – comme programme doctrinal, comme mission historique – l'effacement national et la soumission collective [4].

Lisons ainsi les arguments que Louis Rougier fait valoir auprès de Weygand, dans le Vichy de 1940, pour torpiller le projet de parti unique présenté par Marcel Déat : « Le parti unique français sera copié sur le parti nazi. Mais il lui ressemblera comme une messe noire à une messe blanche. Le parti nazi s'est fondé sur le rejet obstiné du diktat de

Versailles ; le parti français sera fondé sur l'acceptation inconditionnelle de la défaite et de ses suites. Le parti nazi s'est fondé sur le mythe de l'innocence de l'Allemagne dans la guerre de 1914 ; le parti français sera fondé sur le mythe de la responsabilité unilatérale de la France et de l'Angleterre dans la guerre de 1939. Le parti nazis est fondé sur la revendication de l'espace vital ; le parti français sera fondé sur notre résignation à devenir un petit pays agricole, le verger et le Luna-Park de l'Hitlérie. » [5]

Déduire la collaboration du fascisme procède en fait du contresens le plus monumental qui puisse se commettre quand on analyse la vie poli-tique française de la période. La démarche survalorise les fondements « franco-français » de la collaboration, lesquels sont souvent épiphénomé-niques et secondaires et ne fournissent que des éclaircissements partiels, ou déformés, ou anecdotiques. Elle pose que la collaboration fut le pro-duit d'une vision (interne) de ce que devait être la société française, alors qu'elle découla en premier lieu – et comment eût-il pu en être autrement, quand la Wehrmacht est à Paris ? – d'une vision (externe) de ce que devaient être les rapports franco-allemands. La démarche méconnaît cette question allemande qui obsède la France depuis 1870, qui continue à le faire dans les années 1920, après une victoire dont le prix fut atrocement élevé et l'acquis singulièrement précaire, et qui, à nouveau, pèse de toute sa masse sur une France confrontée, dans la seconde moitié des années 1930, au rétablissement – d'abord prudent, puis systématique, puis spectaculaire – de la puissance adverse. L'extension « fasciste » escamote le vecteur essentiel de collaboration, lequel, c'est l'évidence même, se pro-pulse sur l'axe « franco-allemand » bien plus qu'il ne frétille dans la nasse « franco-française ».

On se souviendra, à cet égard, que de très nombreux collaborateurs ne sont ni nazis ni fascistes, en quelque sens (général ou spécifique, populaire ou scientifique, etc.) que l'on prenne ces deux termes, et qu'ils n'en sont pas moins de zélés collaborateurs. La collaboration d'État vichyssoise est certes condamnable au plan de l'intérêt national et exécrable au plan des droits de l'homme. Mais elle ne peut, à moins que toutes les catégories politiques ne s'entremêlent et que les mots ne perdent définitivement leur sens, être qualifiée de « fasciste ».

Le collaborationnisme extrême, quant à lui, comprend de nombreux nazis, ou pro-nazis, qui ne sont pas fascistes, et pour qui la route du nazisme, ou du pro-nazisme, n'est jamais passée, de près ou de loin, par le fascisme. Jean Luchaire, Fernand de Brinon et Alphonse de Châteaubriant sont là pour le montrer. Ils sont à la pointe du collaborationnisme, ils sont nazis de cœur et de raison, ils sont germanophiles enthousiastes. Les petits drapeaux sur les cartes les font vibrer de joie quand la croix gammée avance, soupirer d'appréhension quand elle s'arrête, trembler d'anxiété quand elle recule. Ils mettent leur plume et leur influence au service du Reich (Luchaire) ; ils vouent toute leur insistance diplomatique à promou-voir les intérêts allemands (Brinon) ; ils chantent les grandeurs ténébreuses et sylvestres du germanisme éternel (Châteaubriant). Ils sont germano-philes, ils sont hitlériens comme peu d'autres en France, et peut-être même en Europe occupée, l'ont été.

Et ils ne sont pas fascistes [6]. Ils ne l'étaient pas avant la guerre et ils ne le sont pas pendant. Ils ne sont pas fascistes d'origine, ils ne le sont pas de mentalité, ils ne le sont pas d'idéologie, ils ne le sont pas d'affiliation, ils ne le sont pas d'« imprégnation ». Aucun d'entre eux, aucun de leurs compa-gnons n'a quêté de synthèse entre la droite et la gauche, n'a œuvré pour la réconciliation capital-travail, n'a souhaité aller au-delà du libéralisme et du marxisme.

Le corporatisme et le planisme les laissent totalement indiffé-rents. Ils se fichent, se contrefichent, et même s'archifichent, si l'on peut dire, des tares de la démocratie, et si on les pressait sur la question de leur régime politique préféré, ils défendraient vraisemblablement des positions qu'on qualifierait aujourd'hui de centristes et républicaines. Ils sont paci-fistes avant toute chose, et n'ont cessé de croire avec engouement, avec candeur, tout au long de leur chemin, à la réconciliation franco-allemande : une réconciliation qui se voulait magnanime, aux temps de Briand ; une réconciliation qui se concevait paritaire, dans les années 1930 ; une réconciliation qui se mendie au vainqueur, après 1940. C'est le pacifisme qui a dicté leur route. C'est le pacifisme, ce n'est pas le fascisme, qui les a conduits vers Hitler.

Être pro-nazi sans être fasciste, ce sera le cas, bien entendu, des structures de la collaboration de gauche. Ce sera même le cas d'une fraction du colla-borationnisme le plus extrême, laquelle fraction restera rebelle au fascisme comme conception du monde, comme système socio-politique, ou même comme simple label identificateur. Ainsi Sicard, l'adjoint de Doriot, qui est violemment antijuif et qui cherche résolument à intégrer la France dans la « nouvelle Europe ». Il est nazi, mais il ne tolère pas qu'on dise de lui qu'il est fasciste. Il n'accepte pas – ce qui témoigne tout de même d'un certain culot – que son parti, le PPF, puisse être dénommé parti fasciste. Il n'admet, pour le catégoriser, que l'épithète « populiste » [7]. Est-il sincère ? Est-ce là l'ultime coquetterie d'un ex-antifasciste qui met un point d'honneur à se dissocier en 1964, quand il publie son livre, d'un fascisme qu'il combattait, avec fougue, en 1934 ? Sicard, quoi qu'il en soit, nous propose sa manière d'être pleinement hitlérien, et fier de l'avoir été,

sans s'être jamais réclamé du fas-cisme. Sa biographie, tout comme celle de ses camarades, nous permet de suivre les logiques implacables et les aboutissements infernaux d'un tracé candidement amorcé dans le pacifisme et l'antifascisme.

Et voyons Déat. C'est mal saisir le personnage que de l'imaginer tenté par le planisme (!) , puis attiré par le fascisme, puis fasciné par le nazisme, puis gagné, en fin de course, accessoirement, accidentellement, à l'idée qu'il ne faut pas faire la guerre à une Allemagne dont il aurait admiré le régime politique. Son évolution est rigoureusement inverse, puisque ses convictions pacifistes remontent aux années 1920, et sont donc anté-rieures, de beaucoup, à l'avènement du nazisme en Allemagne. Il s'oppose à certains principes de l'idéologie socialiste officielle, il quitte la SFIO en 1933, mais il soutient le gouvernement de Front populaire en 1936 et res-tera antiraciste jusqu'en 1940... Déat ne veut pas plus faire la guerre à l'Allemagne hitlérienne qu'il ne voulait la faire à l'Allemagne weima-rienne, et c'est ce rejet absolu d'une nouvelle guerre qui, après l'avoir dressé contre les « bellicistes » en 1938, après lui avoir fait refuser de « Mourir pour Dantzig » en 1939, le mènera après 1940 au collaboration-nisme le plus actif. Déat est de ceux, très nombreux, que le pacifisme va conduire à la collaboration, et que la-collaboration conduira au fascisme et au nazisme.

On en dira autant de Georges Albertini, qui vient du socialisme et du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), et qui fut pour Déat, pendant la guerre, ce que Sicard fut pour Doriot, c'est-à-dire un adjoint efficient et fidèle. Guy Lemonnier (mieux connu comme Claude Harmel) travailla avec lui au secrétariat général du RNP, et le suivit, après la guerre, dans ses activités politiques influentes bien que discrètes, et dans son anticommunisme obsessionnel. Retraçant l'itinéraire politique d'Albertini, il s'étendra longuement sur la nature, les causes et, bien sûr, les conséquences de son engagement pacifiste. Albertini n'était pas un paci- iste intégral, à la Challaye. Il était pacifiste comme l'étaient les socialistes après la Grande Guerre : réprouvant le traité de Versailles, souhaitant l'en-tente franco-allemande et prônant le désarmement unilatéral. « Il fut donc de ces milliers d'hommes qui rêvaient depuis toujours de réconciliation franco-allemande et que l'entrevue de Montoire éblouit comme l'aurore de temps nouveaux », dit Lemonnier avant d'insister : ce n'est pas l'idéologie fasciste « qui fit de lui un 'collaborationniste', comme on disait alors. C'est parce qu'il fut 'collaborationniste' qu'il en vint à se rapprocher du fas-cisme. » Et de conclure : « L'amour de la paix fut donc bien ce qui condui-sit Albertini à la politique de collaboration avec l'Allemagne au nom de la réconciliation franco-allemand. » [8] Lemonnier veille à la mémoire de son ami et doit, bien sûr, être lu avec précaution. Mais son analyse, dans ses grandes lignes, est conforme à ce que l'on sait de l'évolution intellectuelle d'Albertini et de ses très nombreux homologues de la gauche française. Le fascisme – quand fascisme il y eut, et il n'y eut pas toujours fascisme – ne fut pour eux qu'un sous-produit de leur collaborationnisme, lequel lui- même découlait de leur pacifisme.

« Je suis venu à la vie militante par horreur de la guerre », écrira ainsi René Chateau en 1943 : « Poursuivant mon idée, j'ai décidé de combattre, toute ma vie, pour la paix. Et, par la suite, pour le rapprochement franco- allemand qui est la condition première de la paix, sur ce continent. [...] J'ai souhaité le rapprochement franco-allemand sous la République de Weimar. Je l'ai souhaité, et demandé, sous le national-socialisme. Je le vou-drais en toutes circonstances, heureuses ou malheureuses pour l'Allemagne. » [9] Chateau fut déatiste, puis quittera le RNP en 1943 pour animer sa Ligue de la pensée française. On peut dire de lui beaucoup de choses, et notamment qu'il fut pro-allemand et pro-nazi, mais on ne peut dire – sauf à n'avoir rien perçu de ce qui s'est passé en France sous l'Occupation – qu'il fut fasciste.

Citons en contrepoint Pierre-Antoine Cousteau, issu de la gauche paci-fiste pour devenir l'un des piliers les plus endurcis et les plus fanatiques de *Je suis partout*. À la différence de Sicard, d'Albertini et de Chateau, à la différence de très nombreux collaborationnistes, il se réclamera ouvertement, et avec ferveur, du fascisme – lequel fascisme, brandi avec ostentation, voire avec provocation, constituera la marque spécifique de *Je suis partout* dans le Tout-Paris de 1940-1944. Cousteau dira après la guerre que lorsqu'il avait dix-huit ans, « Maurras m'inspirait une horreur sacrée, uniquement parce qu'il faisait de la pérennité des guerres franco-allemandes la base de son sys-tème et que j'étais déjà convaincu (c'est le seul point sur lequel je n'ai jamais varié) que l'Europe ne serait jamais viable sans entente franco-allemande, que c'était le premier de tous les problèmes, le seul vraiment important, celui dont dépendaient la guerre et la paix, la vie et la mort » [10]. Cousteau est vraiment fasciste (objectivement et subjectivement, en soi et pour soi, comme on disait à l'époque) mais son pacifisme est antérieur, de beaucoup, à son fascisme. Son pacifisme absolu est la souche fondatrice, il est le facteur primordial qui dictera les positions qu'il prendra dans la seconde moi-tié des années 1930 et pendant la guerre. Rolbert Belot rapportera même que ce qui gênait énormément Cousteau dans le fascisme, « c'était le natio-nalisme ... auquel sa culture de gauche ne l'avait

pas habitué ». [\[11\]](#)

Ce qui vaut pour Paris vaut aussi pour Vichy. On ne collabore pas par aversion pour la République ou par enthousiasme pour la Révolution nationale. On ne collabore pas par acquiescement aux politiques agricole, sportive ou régionaliste du régime. On ne collabore pas par antipathie pour le parlementarisme, pas plus, d'ailleurs, qu'on ne deviendra résistant par admiration pour ledit parlementarisme. On ne collabore pas par adhésion fanatique aux grands principes du corporatisme. Quant au planisme (!), rien ne prouve qu'il fut effectivement responsable de la vague de fond qui allait conduire des pans entiers de la gauche française vers le pétainisme et la collaboration ... On n'est pas pétainiste parce qu'on s'est pris d'exaltation soudaine pour les réformes scolaires de l'État français, ou d'émerveillement candide devant l'efficacité organisationnelle du Ravitaillement. Si l'on soutient Pétain, ce n'est pas pour les aspects réactionnaires (il y en a, et beaucoup) ou modernistes (il y en a aussi) ou même sociaux (on peut en trouver) des diverses politiques promues par Vichy.

On devient pétainiste parce qu'on ne veut plus faire la guerre à l'Allemagne, parce qu'on considère que l'Allemagne occupe la France pour de longues années, et parce qu'on fait confiance au Maréchal et à son gouvernement pour éviter, espère-t-on en toute ingénuité, le démantèlement irréversible et l'asservissement définitif de la France. Né du plus effroyable désastre militaire jamais subi par les Français, le pétainisme est avant tout un pacifisme, et c'est pour cela que les pacifistes de toute nature et de toute origine sont si nombreux à Vichy. Il est vrai qu'il s'agit d'un pacifisme aux allures martiales, qui pratique (ou qui essaie de pratiquer, sans trop de succès, et souvent de manière ridicule) les rassemblements patriotiques et les proclamations mobilisatrices. Mais il s'agit bel et bien d'un pacifisme, tant il est vrai que le message obstiné du régime de Vichy est que la guerre est finie pour la France, qu'il ne faut pas qu'elle reprenne, et que le pays, quoi qu'il arrive, doit rester en dehors des hostilités.

Les biographies de Laval et de Pétain le confirment. Le premier s'est formé à l'école du pacifisme révolutionnaire d'avant 1914. Son enrichissement ultérieur, son affairisme des années 1920, son goût du pouvoir et son expérience politique ont fait de lui un homme de droite en matière économique et sociale, mais ne lui ont pas fait renoncer au pacifisme de sa jeunesse. Si Laval en 1940, puis de nouveau en 1942-1944, veut s'entendre avec l'Allemagne, c'est parce qu'il a toujours voulu le faire, à toutes les étapes de son itinéraire... Pétain, quant à lui, s'est constamment montré économe du sang de ses soldats. Professeur inconnu mais novateur à l'École de guerre, il critique la doctrine militaire officielle fondée sur l'assaut massif et frontal d'infanterie. Chef de guerre prestigieux en 1916 et 1917, il ne lance d'offensives qu'à bon escient, soucieux de ne pas sacrifier inutilement ses troupes. Pontife de la Défense nationale dans les années 1920, ministre de la Guerre en 1934, il est parmi les principaux promoteurs des doctrines statiques qui sont censées protéger les vies françaises en cas de conflit ... et qui conduiront à la catastrophe de 1940. Chef du gouvernement en juin 1940, il rejette toute idée de poursuivre la guerre à Londres ou dans les colonies, et signe l'armistice avec le vainqueur.

Le pétainisme doublé de lavalisme est ainsi le refuge de tous ceux qui, sans joie pour beaucoup, se résignent à la domination allemande, et souhaitent que tout soit tenté pour défendre ce qui peut être défendu, à savoir les intérêts essentiels de la population et l'intégrité territoriale du pays et de l'Empire. Déployant une rhétorique combinant pénitence et renouveau, donnant aux plus naïfs l'illusion qu'il planifie secrètement la revanche, hissant bien haut ses pauvres bannières qui n'impressionnent plus personne, gérant tant bien que mal ses pénuries matérielles et ses manquements moraux, Vichy ne fait pas exception à la règle, cruelle entre toutes mais corroborée par l'Histoire : rien n'est plus pathétique qu'un grand pays vaincu qui accepte sa défaite et pense en limiter l'ampleur en se « réconciliant » avec son vainqueur... Que la voie fût indigne, le calcul faux, et la stratégie vouée à l'échec, les Français étaient peu nombreux à l'avoir compris dès 1940. Ils étaient moins nombreux encore à continuer le combat, à Londres avec de Gaulle, ou en France même, dans les premiers balbutiements de la résistance intérieure.

Ce refus de guerre contre l'Allemagne est la prolongation naturelle des attitudes « anti-guerre » qui se sont exprimées dans les années 1920 et 1930, qui se sont exacerbées en 1938, lors de la crise munichoise, et qui ont continué à se manifester, d'une manière ou d'une autre, après septembre 1939. Il est vrai que les pacifistes ne deviendront pas tous collaborateurs et que certains munichois, tels les socialistes Christian Pineau et Félix Gouin, seront même de grands résistants [\[12\]](#). Il est aussi vrai, réciproquement, que les antimunichois ne deviendront pas

tous résistants. Il n'en demeure pas moins qu'il existe une forte corrélation entre pacifisme et collaboration, et que cette corrélation trouve son illustration dans la majorité des itinéraires de la période.

Suivons donc les divers types de pacifisme qui convergent vers la collaboration, en les rattachant aux familles politiques qui les ont mis en œuvre dans l'entre-deux-guerres [13], et en rappelant que le nazisme a besoin de quelques années calmes, après la prise du pouvoir, pour se renforcer à l'intérieur comme à l'extérieur. Le pacifisme français est certes antérieur à 1933, mais il devient, après cette date, une pièce essentielle des plans hitlériens visant à garantir que la France n'interviendra pas militairement contre un IIIe Reich encore vulnérable. Hitler joue un jeu délicat. Il engrange des succès appréciables (la récupération de la Sarre, la reconstitution de l'armée allemande, la remilitarisation de la rive gauche du Rhin, l'annexion de l'Autriche, etc.) mais il veille soigneusement à ne pas provoquer le conflit armé qu'il n'est pas encore en état de remporter. Hitler est passé maître dans cette stratégie du risque : il sait qu'il peut compter sur l'inadaptation structurelle de l'armée française, autant que sur la puissance politique du pacifisme en France.

Qu'il naisse d'un refus humanitaire des horreurs de la guerre, ou qu'il découle d'une analyse théorique des responsabilités du capitalisme dans l'aggravation des tensions internationales et l'essor des militarismes, le pacifisme de gauche était déjà très fort, et très développé avant 1914. Il s'est considérablement renforcé à la suite des épouvantables tueries de cette Grande Guerre qui devait être la « der des der ». Les pacifistes intègres, eux-mêmes de chapelles concurrentes, condamnent toute guerre, quelles qu'en soient les circonstances et quelles qu'en soient les motivations. Ils ne croient ni aux guerres dites justes, ni aux guerres dites du droit, ni aux guerres dites de libération. Les pacifistes révolutionnaires (les trotskistes, les anarchistes, les autres fractions de cette nébuleuse d'ultra-gauche qui bouillonne de scissions et de fusions incessantes) condamnent toutes les guerres impérialistes, et seront particulièrement hostiles à la guerre dans laquelle la bourgeoisie française cherche, selon eux, à entraîner l'Europe à la fin des années 1930. Une fois la France occupée, rares sont ceux qui rejoindront une résistance antinazie dont ils réprouveront âprement les mots d'ordre nationalistes et bourgeois. Certains développeront un étrange travail de « fraternisation » avec les « soldats prolétariens de la Wehrmacht ». Pour l'essentiel, le trotskisme français optera pour une attitude de neutralité face aux camps qui s'affrontent dans la Seconde Guerre mondiale. Un éditorial célèbre de *La Vérité*, intitulé « Ils se valent ! », boudera en juin 44 le débarquement allié en Normandie, posant qu'il n'existe pas de différence significative, du point de vue du prolétariat, entre Roosevelt (et son capitalisme) et Hitler (et son nazisme). Cette neutralité idéologique servira de toile de fond aux dérives trotskistes vers les partis collaborationnistes, tel le RNP.

On retiendra à ce sujet qu'une distinction s'instaure, en 1936 et surtout en 1938, entre « antifascistes » et « antinazis ». Les premiers dénoncent le danger du fascisme en France. L'ennemi principal, à leurs yeux, est la bourgeoisie française, soupçonnée de suivre les traces de ses homologues italiens et allemands et de recourir au fascisme comme ultime moyen de conserver son pouvoir. Les seconds sont d'avis que le nazisme, par son racisme, par ses autres traits spécifiques, n'est pas un nationalisme ordinaire. Maîtrisant les capacités militaro-industrielles allemandes, poursuivant sa politique d'élimination des séquelles de Versailles, puis de restauration de la puissance du Reich, puis finalement d'expansion territoriale, il constitue pour la France une menace autrement plus redoutable et plus immédiate, que celle que le fascisme français (réel ou fantomatique) est censé faire peser sur la République et sur la classe ouvrière.

L'ultra-gauche pacifiste est bien sûr « antifasciste » et non « antinazie ». Elle n'accorde que très peu d'attention à ce qui se passe de l'autre côté du Rhin. Elle dénonce les crimes abominables... de l'impérialisme français, elle focalise sa vigilance sur les bruits de bottes qui se font entendre, selon elle, à Paris. Elle reste impassible devant le réarmement des Allemands mais s'alarme de celui des Français. Elle blâme les forces obscures qui cherchent à entraîner la France dans une croisade antiallemande et dans une guerre dont Hitler – n'est-ce pas l'évidence ? – ne veut pas, et qu'il n'a pas l'intention de déclencher. Les Juifs abondent dans ses rangs, parmi les trotskistes notamment, mais elle est indifférente au sort des Juifs, et le restera, d'ailleurs, pendant toute la guerre. [14]

L'antimilitarisme des communistes connaît ses grands moments dans les années 1920. Le jeune Parti communiste mène campagne contre l'occupation de la Ruhr (1923) et contre la répression au Maroc (1925). Il ne cesse de dénoncer le traité de Versailles et de lutter contre l'impérialisme français. Il anime le mouvement « anti-guerre », dit mouvement « Amsterdam- Pleyel ». Son opposition systématique à toute défense nationale française cessera après le rapprochement franco-soviétique de 1935. Le Parti communiste entrera alors en phase « Front populaire », prônant l'union avec les socialistes et les représentants des classes moyennes pour barrer la route au fascisme ; il

entrera aussi en phase antinazie active, réclamant « des avions pour l'Espagne ! », menant la lutte contre les accords de Munich et exigeant une politique de fermeté face à l'Allemagne. Il fera volte-face en août 1939, après la signature du pacte germano-soviétique, et retournera alors au « défaitisme révolutionnaire » de ses origines : « Il est particulièrement réconfortant, en ces temps de malheur, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec les soldats allemands », lira-t-on dans *L'Humanité* clandestine en juillet 1940 [15]. Hormis certaines initiatives locales, les communistes ne repasseront en phase patriotique qu'en juin 1941, quand l'invasion de l'URSS propulsera leur parti – ses cadres, ses militants, ses sympathisants, ses compagnons de route – vers une résistance courageuse, combattante et massive d'où il émergera, à la libération, comme la première force politique du pays.

Les socialistes sont différents. Libres de tout alignement sur l'URSS et sur les vicissitudes de sa politique étrangère, ils professent un pacifisme humanitaire et rationnel qui prolonge, certes en mode transformé, leurs positions d'avant 1914. Ils ne votent pas les crédits militaires, ils préconisent le désarmement, même unilatéral, et la solution négociée des conflits, par le biais de la Société des Nations. Cette attitude se modifiera dans les années 1930, et le gouvernement du Front populaire allouera d'importantes ressources budgétaires au réarmement français, contrairement aux griefs proférés à ce sujet sous l'Occupation, lors du procès de Riom notamment. L'opposition entre « bellicistes » et « partisans de la paix » n'épargnera pas la SFIO lors de la crise munichoise en 1938. Le rejet de la guerre n'en demeure pas moins un des fondements idéologiques du socialisme officiel (la SFIO) ou scissionniste (les « néos »). On ne comprend pas Faure et ses amis, on ne comprend pas Déat et les siens, si l'on méconnaît l'influence du pacifisme dans les rangs, dans les périphéries et dans les dissidences de la social-démocratie française de l'entre-deux-guerres.

On remarquera, incidemment, que plusieurs itinéraires collaborateurs sont issus des grandes failles qui fragmentent le mouvement ouvrier pendant la Grande Guerre et à la suite de la Révolution d'Octobre. Dumoulin est l'un des leaders pacifistes révolutionnaires qui combattent « l'union sacrée », et qui animeront le mouvement « zimmerwaldien ». Le voyage de Frossard à Moscou jouera un rôle historique dans la naissance du communisme français. Après le congrès de Tours (1920), Sabiani appartiendra à un secteur militant qui oscillera entre communisme et socialisme, et qui souhaitera les réconcilier... Nous l'avons vu, les trois auront l'occasion de militer à la LICA avant d'aboutir au RNP (Dumoulin), au vichysme (Frossard) et au PPF (Sabiani).

Le briandisme vit ses grandes heures à la fin des années 1920. Pacifisme raisonné et moderniste, il cherche à instaurer les conditions diplomatiques et politiques, mais aussi psychologiques et culturelles, d'un véritable rapprochement franco-allemand. Aristide Briand, qui est féroce ment attaqué par l'Action française et la droite nationaliste, trouve naturellement ses soutiens sur la gauche de l'échiquier politique. Avec Luchaire à *Notre Temps*, avec Benoist-Méchin à *L'Europe nouvelle*, avec Paul Marion ici et là, il les trouve auprès de cette « génération réaliste » dont Luchaire dépeindra les vertus et vantera les aspirations à la paix et à la réconciliation. Briand meurt en 1932 mais ses disciples poursuivront son œuvre. Otto Abetz aura la satisfaction de constater que Luchaire est resté ami du Reich hitlérien autant qu'il l'avait été, avant 1933, de l'Allemagne républicaine : « L'ancienne avant-garde de Briand lui resta fidèle au-delà de la mort. Elle voyait dans la paix une valeur absolue et, malgré son inimitié idéologique envers le régime national-socialiste, approuvait les efforts qui pouvaient améliorer les relations franco-allemandes. » [16]

Lucien Rebatet est d'une tout autre école, puisqu'il vient du maurrasisme. Lui aussi rendra hommage à Briand – un hommage tardif, mais ô combien significatif – quand il évoquera ce « prophète du pacifisme et de l'entente franco-allemande, l'homme que nous avons probablement le plus méconnu » [17]. Rebatet est en effet représentatif du pacifisme de droite, et même d'extrême droite, appelé aussi « néo-pacifisme » parce qu'il touche des secteurs d'opinion qui étaient traditionnellement réfractaires, idéologiquement, à tout pacifisme et hostile, politiquement, à toute concession en faveur de l'Allemagne. Or les mêmes qui dans les années 1920 vitupéraient les tentatives de réconciliation franco-allemande, les mêmes qui harcelaient Briand de leurs invectives, et parfois de leurs appels au meurtre, changent spectaculairement d'attitude dans la seconde moitié des années 1930. Le « néo-pacifisme » qui soudain les anime statue qu'il serait absurde de faire la guerre quand on est en état d'infériorité diplomatique (la perte de l'alliance italienne) et opérationnelle (la rapidité du réarmement allemand). Maurras lui-même est resté fidèle à sa germanophobie traditionnelle, mais il considère que la France, dans les circonstances nouvelles, n'est plus en mesure de vaincre l'Allemagne. Il appelle donc à se défier des communistes et des Juifs qui, selon lui, cherchent à entraîner la France dans une aventure qui peut mal tourner. À cette idée d'une guerre qu'on risque de perdre s'ajoute celle d'une guerre qu'on n'a pas tellement envie de mener, contre un ennemi qui est certes allemand

mais dont la politique intérieure présente des aspects positifs (anticommunisme, antisémitisme) qui méritent bien-veillance et dont il faut tenir compte. Obsédées par le péril soviétique, aveuglées par l'antisémitisme, de larges fractions de la droite française en sont venues à se désintéresser du danger allemand.

Ce « néo-pacifisme » de l'extrême droite est tactique et conjoncturel. Il procède souvent d'une analyse pessimiste du rapport des forces qui s'est établi (ou rétabli), au détriment de la France, dans l'Europe de la fin des années 1930. Il exprime aussi, dans bien des cas, une réelle sympathie pour le nazisme et le fascisme. Il diffère profondément du pacifisme de gauche, lequel, idéologique et structurel, s'intègre – sur des décennies – dans une conception du monde régissant les rapports entre les hommes et entre les peuples ... La droite « néo-pacifiste » n'aime pas l'Allemagne mais s'accommode fort bien du nazisme, la gauche pacifiste n'aime pas le nazisme mais cherche l'entente, quoi qu'il en coûte, avec l'Allemagne.

Je suis partout fera l'alliage entre ces deux types de pacifisme. Brasillach et Rebatet viennent de la germanophobie et du maurrassisme tandis que Laubreaux et Cousteau viennent de la gauche et de l'extrême gauche. Rebatet, nous l'avons vu, évoquera les « ridicules bouffées de chaleur » que lui et ses amis éprouvaient encore, malgré leur sympathie pour le nazisme, à la pensée que la France pouvait perdre la guerre. En contrepoint, il est sidéré par l'aisance naturelle et la complète absence de scrupules avec lesquelles Laubreaux, libre de tout « débris de dogmes » nationalistes, souhaitait à son pays la plus rapide et la plus totale des défaites. Rebatet se livrera à des réflexions similaires dans ses dialogues de prison avec Cousteau... L'antisémitisme, bien sûr, est l'élément unificateur qui permet la fusion. Il fournit un système explicatif complet, accusant les Juifs d'avoir tout fait, avant 1933, pour empêcher la France de se préparer à un éventuel conflit avec l'Allemagne, et de tout faire, depuis cette date, pour la lancer dans une guerre perdue d'avance par leur faute. Les antisémites classiques sont devenus « néo-pacifistes », les pacifistes de toujours ont versé dans le « néo-antisémitisme », et les Juifs font les frais de cette convergence typique des années 1930 qui s'achèvent.

Sous l'Occupation, on pourra s'entendre avec l'Allemagne parce qu'elle est trop forte (en gros, les vichystes) et on pourra le faire parce qu'elle a raison (en gros, les « parisiens »). On pourra soutenir l'Allemagne en dépit de son hitlérisme (ce sera le cas d'une partie de la gauche collaboratrice) et on pourra la soutenir en raison de ce même hitlérisme (ce sera le cas des plus enragés). On collabore, avant tout, et fondamentalement, parce qu'on considère que la guerre est terminée, que l'Allemagne a gagné, et que la France doit s'adapter à cet état de fait. Les nuances sont certes multiples, et les catégories souvent fort dissemblables. Elles mêlent ainsi ceux qui n'ont jamais voulu faire la guerre à personne, et certainement pas aux Allemands, par pacifisme intégral ; ceux qui ont toujours milité, par briandisme, par pacifisme raisonné, pour la réconciliation des deux peuples, et qui croient comprendre, en 1940, qu'une chance historique s'offre à la France ; ceux qui, à l'extrême gauche, n'ont cessé de combattre l'impérialisme français et sont heureux de l'avoir vu s'effondrer en 1940 ; ceux qui, à gauche, se sont laissés entraîner dans « l'union sacrée » pendant la Grande Guerre et sont bien décidés, dans les années 1920 et dans les années 1930, et tout particulièrement en 1938, 1939 et 1940, à ne plus retomber dans le même piège nationaliste et militariste ; ceux qui, à droite, ne veulent plus faire la guerre contre l'Allemagne, maintenant qu'elle est nazie, alors qu'ils étaient impitoyables à son égard, auparavant, quand elle était républicaine ; ceux qui, à l'extrême droite, ne rêvent que de copier les modèles fascistes et nazis pour les appliquer à la France ; ceux qui, de droite ou de gauche, furent munichois en 1938 et vivront la collaboration, après 1940, comme la prolongation naturelle de leur combat contre les « bellicistes ».

Que le pacifisme fut le vecteur principal de la collaboration, que les pacifistes furent nombreux à collaborer, et qu'ils fournirent de très nombreux collaborateurs, que la gauche fut dominante dans la collaboration parce qu'elle fut dominante dans le pacifisme – toutes ces vérités dérangeantes échapperont aux politiciens, aux polémistes et aux historiens soucieux d'inculper « toutes les droites » et de leur faire porter le chapeau exclusif des erreurs, des trahisons et des crimes qui ont endeuillé, à jamais, les années 1940-1944. Ils chargeront Maurras de forfaits commis par des gens qui, pour beaucoup, étaient des antimaurrassiens endurcis. Ils s'acharneront sur La Rocque, qui vraiment n'y était pour rien. Ils débusqueront des « fascistes » un peu partout, y compris là (et surtout là) où il n'y en avait pas, et ils ignoreront ces pacifistes, imtransigeants et candides à la fois, qui se fascinèrent pour l'Allemagne de Hitler autant qu'ils s'étaient pris d'empathie, quelques années auparavant, pour celle de Stresemann. Ils poursuivront de leur vindicte ceux qui disaient « mieux vaut Hitler que Blum » ou « mieux vaut Hitler que Staline » mais déborderont de prévenance pour ceux qui, au même moment, avec autant de souffle et autant de conviction, scandaient « mieux vaut la servitude que la guerre ».

Ces vérités étaient pourtant connues de tous les témoins et observateurs de la période. Lisons Sartre : « Si par

exemple le pacifisme français a fourni tant de recrues à la collaboration c'est que les pacifistes, incapables d'enrayer la guerre, avaient tout à coup décidé de voir dans l'armée allemande la force qui réaliserait la paix. Leur méthode avait été jusqu'alors la propa-gande et l'éducation. Elle s'était révélée inefficace. Alors ils se sont persuadés qu'ils changeaient seulement de moyen : ils se sont placés dans l'avenir pour juger de l'actualité et ils ont vu la victoire nazie apporter au monde une paix allemande comparable à la fameuse paix romaine. [...] Ainsi est né un des paradoxes les plus curieux de ce temps : l'alliance des pacifistes les plus ardents avec les soldats d'une société guerrière. » [18]

Lisons Daniel Guérin. Comme Sartre, on ne peut déceimment le soup-çonner de faire partie du grand complot « malveillant » visant à faire croire à l'existence d'une gauche collaboratrice : « L'attitude d'une large fraction de l'intelligentsia française n'est pas moins affligeante. Des militants che-vronnés, des anciens du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes d'avant-guerre, un vieil anticolonialiste, un autre qui fut l'animateur de l'Institut supérieur ouvrier, un futur directeur de lycée technique chez qui, naguère, j'avais rencontré Trotsky, coquettement avec l'occupant. Le paci-fisme a fait dérailler Jean Giono tout comme Paul Faure. » [19]

Edgar Morin dit la même chose, en termes plus saisissants. Il fut jeune trotskiste, pacifiste et munichois à la fin des années 1930. Il adhère au « frontisme », en un temps où Bergery fait déjà figure de pro-allemand qui manifeste des sentiments pour le moins mitigés à l'égard des Juifs. Morin est juif, mais son attachement militant au « frontisme » et à *La Flèche* n'en souffre pas. Il finira par rejoindre la Résistance et le communisme, mais il est tenté, aux débuts de la guerre, par l'attitude de résignation et de sou-mission à l'hégémonie allemande qui caractérise les milieux pacifistes confrontés à la situation nouvelle. Quand Morin parle des pacifistes sous l'Occupation, il parle d'un sujet qu'il connaît bien, et qu'il connaît de l'intérieur : « Une logique naturelle poussait les socialistes pacifistes à la colla-boration ; puisqu'ils excluaient toute guerre de libération, ils ne pouvaient que s'adapter au fait accompli... Au départ, chez eux, il y avait l'horreur de la guerre, la volonté de s'insérer dans le réel, d'y frayer aux moindres frais les voies d'évolution du socialisme. Mais insensiblement ceux qui ne surent se reprendre furent entraînés vers le national-socialisme. Le chas qui ne laissait passer que le premier fil de la collaboration se distendit jus- qu'à ce que s'y engouffrent stukas et panzers. Les ennemis de la guerre devinrent les apologistes de la conquête nazie. Les internationalistes devin- rent antisémites. Ce ne sont pas les grands coups du destin qui dégradent les hommes, mais l'insensible et lente dérive. » [20]

[1] On verra ces dernières idées développées dans [« Il y a des affinités anthropologiques très profondes entre un gauchiste et un musulman »](#) et surtout [Islamisme, totalitarisme, impérialisme](#)

[2] la république française pour les royalistes. NdLC

[3] En illustration de ce narratif, on se reportera à un livre exprimant le point de vue communiste sur les événements de la Seconde Guerre mondiale : *Le Parti communiste fran-çais dans la Résistance*, Paris, Éditions sociales, 1967, pp. 54-56.

[4] Voir la critique des thèses de Zeev Sternhell par Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery. 1933-1945*, Paris, Le Seuil, 1986, pp. 19-20, 25-27.

[5] Cité dans Jeffrey Mehlman, *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan, 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 2005, p. 157.

[6] Bertrand de Jouvenel ira trop loin quand il écrira, poussant le paradoxe à l'extrême. Que « Luchaire était antifasciste et n'a jamais cessé de l'être » : *Un voyageur dans le siècle. 1903-1945*, Paris, Robert Laffont, 1979, p. 82.

[7] Saint-Paulien, *Histoire de la collaboration*, L'Esprit nouveau, 1964, pp. 16, 256-259, 424-427. La notion de « populisme » resurgira bien plus tard, quand on l'appliquera au Front national et à Jean-Marie Le Pen : voir sur cette question l'intéressante analyse d'Annie Collovald, *Le « Populisme du FN », un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, 2004.

[8] Guy Lemmonier dit Claude Harmel, « Hommage à Georges Albertini (1911-1983). Un grand destin manqué », *Est & Ouest*, mai-juin 1983.

[9] Cité dans Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, p. 610.

[10] Lucien Rebatet et Pierre-Antoine Cousteau, *Dialogue de « vaincus ». Prison de Clairvaux, janvier-décembre 1950*, texte inédit présenté et annoté par Robert Belot, Paris, Berg international, 1999, p. 252.

[11] *Ibid.*, p. 41.

[12] Il en va de même pour d'autres itinéraires socialistes amorcés dans le pacifisme : voir à ce sujet l'impressionnante biographie de Guy Mollet, par François Lafon (Fayard, 2006).

[13] Outre les importants ouvrages de Michel Bilis, Christian Jelen, déjà cités, on se reportera à : Jean RABAUT, *Tout est possible ! Les « gauchistes » français 1929-1944*, Paris, Denoël/ Gonthier, 1974 ; Nicole RACINE-FURLAUD, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939). Antifascisme et pacifisme », *Le Mouvement social*, octobre- décembre 1977 ; Nicolas FAUCIER, *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, Paris, Spartacus, 1983 ; Michel DREYFUS, « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années trente », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1988, pp. 452-469 ; Patrick DE VILLEPIN, *Victor Marguerite*, Paris, François Bourin, 1991 ; *S'engager pour la paix dans la France de l'entre-deux-guerres, Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, janvier-mars 1993 ; Jean DEFASNE, *Le Pacifisme en France*, Paris, PUF, 1994, pp. 194-200 ; Nicolas OFFENSTADT, « Pacifistes », dans Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), *1938-1948. Les années de tourmente. De Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Paris, Flammarion, 1995, pp. 673-680 ; Jean-Pierre BIONDI, *La Mêlée des pacifistes (1914-1945)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000.

[14] Pour les trotskistes, on se contentera ici du témoignage de Laurent SCHWARTZ, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Paris, Odile Jacob, 1997, p. 217.

[15] Cité dans Philippe ROBRIEUX, *Histoire intérieure du Parti communiste*, t. 4, Paris, Fayard, 1984, pp. 686-687. De nombreux ouvrages scientifiques traitent de l'attitude du Parti communiste entre août 1939 et juin 1941.

[16] Otto ABETZ, *Histoire d'une politique franco-allemande. 1930-1950. Mémoires d'un ambassadeur*, Paris, Stock, 1953, p. 36. Notons qu' Abetz, dans la même page, saisira la convergence entre les divers pacifismes. Il verra que « les cercles de gauche ne renonçaient pas, au fond, à leur traditionnelle sympathie pour l'Allemagne, tout en ne se gênant pas pour manifester leur haine du national-socialisme. Les cercles de droite continuaient à haïr l'Allemagne du fond du cœur, mais, en un certain sens, admiraient le national-socialisme et espéraient qu'il servirait en Europe centrale de bastion contre le bolchevisme. »

[17] Lucien REBATET, *Les Mémoires d'un fasciste. II. 1941-1947*, Paris, Pauvert, 1976, p. 102. Il rend cet hommage en évoquant la monumentale biographie que Georges Suarez a consacrée à Briand, ce qui nous permet d'évoquer ici Suarez, autre briandiste qui devien-dra collaborationniste enragé et qui, comme Luchaire, sera fusillé à la Libération.

[18] Jean-Paul SARTRE, *Qu'est-ce qu'un collaborateur ?*, reproduit dans *Situations. III*, p. 55.

[19] Daniel GUÉRIN, *Le Feu du sang. Autobiographie politique et charnelle*, Paris, Grasset, 1977, p. 106.

[20] Edgar MORIN, *Autocritique*, Paris, Le Seuil, édition de 1970, pp. 32-33.